

Die bepalingen van voornoemde wet van 4 augustus 1978 blijven evenwel gelden voor de aanvragen die zijn ingediend vóór inwerkingtreding van dit decreet.

**Art. 26.** De regering stelt de datum van inwerkingtreding van dit decreet vast.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 11 maart 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA

De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS

De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET

De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL

De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
Th. DETIENNE

De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

—  
Nota

*Zitting 2003-2004.*

*Stukken van de Raad 599 (2003-2004), nrs. 1 tot en met 9.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 3 maart 2004.*

*Bespreking. — Stemming.*

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1260

[C — 2004/200984]

**1<sup>er</sup> AVRIL 2004. — Décret portant suppression de l'obligation de produire des copies certifiées conformes de documents (1)**

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** § 1<sup>er</sup>. L'obligation imposée à une personne physique ou une personne morale de droit privé, ci-après appelée tiers, de présenter ou de délivrer une copie certifiée conforme à l'original d'un document aux services publics régionaux, aux établissements publics qui dépendent de la Région, aux organismes régionaux d'intérêt public et aux personnes régionales de droit public, est remplie par la présentation ou la production d'une copie du document original.

§ 2. Les services publics régionaux, les établissements publics qui dépendent de la Région, les organismes régionaux d'intérêt public et les personnes régionales de droit public qui ont un doute sérieux et raisonnablement fondé sur la conformité à l'original d'une copie d'un document qui leur est transmise par un tiers en exécution d'une disposition décrétale ou réglementaire, s'adressent à l'autorité qui a délivré l'original du document afin qu'elle atteste de l'exactitude des données figurant dans la copie de l'original. Le tiers est informé du lancement de cette procédure et de ses résultats.

§ 3. En l'absence de réponse de l'autorité qui a délivré l'original du document dans un délai d'un mois éventuellement prorogé d'un mois lorsque les circonstances l'exigent et moyennant motivation et notification au tiers, les services publics régionaux, les établissements publics qui dépendent de la Région, les organismes régionaux d'intérêt public et les personnes régionales de droit public peuvent demander au tiers à qui incombe l'obligation décrétale ou réglementaire de communiquer copie d'un document, qu'il apporte, par toute voie de droit, en ce compris la production de l'original, dans un délai d'un mois, la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie. Ce délai peut être, à la demande motivée du tiers et lorsque les circonstances l'exigent, prorogé d'un mois.

La demande d'apport de la preuve de la conformité à l'original faite à une personne physique ou une personne morale de droit privé est motivée et lui est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

§ 4. Les délais impartis à l'autorité régionale pour prendre une décision, rendre un avis ou poser tout acte quelconque sur la base, notamment, de la transmission d'une copie d'un document sont suspendus jusqu'à l'expiration des délais visés au paragraphe 3. Si l'autorité qui a délivré l'original atteste de l'exactitude ou si le tiers apporte la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie avant l'expiration du délai d'un mois éventuellement prorogé, les délais impartis à l'autorité régionale pour prendre une décision, rendre un avis ou poser tout acte quelconque sur la base, notamment, de la transmission d'une copie d'un document, recommencent à courir.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. L'obligation de délivrer une copie certifiée conforme à l'original dans les relations internes entre les services publics régionaux, les établissements publics qui dépendent de la Région, les organismes régionaux d'intérêt public et les personnes régionales de droit public, ainsi que la même obligation de certification conforme imposée par les précitées aux pouvoirs locaux, sont supposées remplies par la remise d'une simple copie. En cas de doute sur la copie, un contact entre administrations sera établi afin d'apporter la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1<sup>er</sup>, le Gouvernement arrête la liste des documents qui peuvent ou doivent faire l'objet d'une copie certifiée conforme. Cette dérogation ne peut être appliquée que lorsque la présentation ou la production de ceux-ci est susceptible de faire naître, dans le chef des services publics régionaux, des établissements

publics qui dépendent de la Région, des organismes régionaux, des établissements d'intérêt public et des personnes régionales de droit public, des droits ou des obligations ayant des implications avec un autre niveau de pouvoir ou des implications internationales, ainsi que dans toute autre situation à caractère exceptionnel.

Avant l'entrée en vigueur de l'arrêté du Gouvernement wallon visé à l'alinéa précédent, l'exigence de la certification conforme d'une copie peut être maintenue sur décision dûment motivée de l'autorité régionale.

**Art. 3.** Dans un délai de douze mois suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, le Gouvernement peut abroger toute disposition décrétales ou réglementaire qui oblige la remise d'une copie certifiée conforme aux services publics régionaux, aux établissements publics qui dépendent de la Région, aux organismes régionaux d'intérêt public et aux personnes régionales de droit public.

Le Gouvernement est dispensé de l'accomplissement des formalités de demande d'avis aux différents organes consultatifs institués en Région wallonne.

**Art. 4.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 1<sup>er</sup> avril 2004.

Le Ministre-Président,

J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Le Ministre de l'Economie, des P.M.E., de la Recherche et des Technologies nouvelles,

S. KUBLA

Le Ministre des Transports, de la Mobilité et de l'Energie,

J. DARAS

Le Ministre du Budget, du Logement, de l'Équipement et des Travaux publics,

M. DAERDEN

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et de l'Environnement,

M. FORET

Le Ministre de l'Agriculture et de la Ruralité,

J. HAPPART

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ch. MICHEL

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé,

Th. DETIENNE

Le Ministre de l'Emploi et de la Formation,

Ph. COURARD

—  
Note

*Session 2003-2004.*

*Documents du Conseil* 673 (2003-2004), n<sup>os</sup> 1<sup>er</sup> et 2.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 31 mars 2004.

Discussion. — Vote.

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2004 — 1260

[C — 2004/200984]

**1. APRIL 2004 — Dekret zur Abschaffung der Verpflichtung,  
als gleichlautend bescheinigte Abschriften von Dokumenten vorzulegen (1)**

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Regierung, sanktionieren es:

**Artikel 1 - § 1.** Die einer natürlichen oder juristischen Person privaten Rechts, weiter unten Drittperson genannt, auferlegte Verpflichtung, den öffentlichen Dienststellen der Region, den der Region untergeordneten öffentlichen Einrichtungen, den regionalen Einrichtungen öffentlichen Interesses und den regionalen Personen öffentlichen Rechts eine als dem Original gleichlautend bescheinigte Abschrift eines Dokumentes vorzulegen oder auszuhändigen, wird durch das Vorlegen oder das Vorzeigen einer Abschrift des Originals erfüllt.

§ 2. Die öffentlichen Dienststellen der Region, die der Region untergeordneten öffentlichen Einrichtungen, die regionalen Einrichtungen öffentlichen Interesses und die regionalen Personen öffentlichen Rechts, die ernsthafte und vernünftig begründete Zweifel über die Übereinstimmung einer Abschrift eines Dokumentes, die ihnen durch eine Drittperson in Durchführung einer dekrets- bzw. verordnungsmäßigen Bestimmung übermittelt wird, mit dem Original haben, wenden sich an die Behörde, die das Original des Dokumentes ausgestellt hat, damit sie die Wahrhaftigkeit der in der Abschrift des Originals stehenden Angaben bescheinigt. Die Drittperson wird über die Einleitung dieses Verfahrens und über dessen Ergebnisse informiert.

§ 3. In Ermangelung einer Antwort der Behörde, die das Original des Dokumentes ausgestellt hat, innerhalb einer Frist von einem Monat, die eventuell um einen Monat verlängert wird, wenn es aufgrund der Umstände erforderlich ist und vorbehaltlich der Begründung und der Zustimmung an die Drittperson, können die öffentlichen Dienststellen der Region, die der Region untergeordneten öffentlichen Einrichtungen, die regionalen Einrichtungen öffentlichen Interesses und die regionalen Personen öffentlichen Rechts von der Drittperson, die der dekrets- bzw. verordnungsmäßigen Verpflichtung nachkommen muss, die Abschrift eines Dokumentes zu übermitteln, fordern, dass sie innerhalb einer Frist von einem Monat den Beweis der Wahrhaftigkeit der in der Abschrift des Originals stehenden Angaben mit allen Rechtsmitteln, einschließlich des Vorlegens des Originals, erbringt. Diese Frist kann auf begründeten Antrag der Drittperson, und wenn es aufgrund der Umstände erforderlich ist, um einen Monat verlängert werden.

Das Erbringen des Beweises der Übereinstimmung mit dem Original, um welches eine natürliche Person oder eine juristische Person privaten Rechts gebeten wird, wird begründet und wird ihr per bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief mit Empfangsbestätigung zugestellt.

§ 4. Die der regionalen Behörde gewährten Fristen, um einen Beschluss zu fassen, ein Gutachten abzugeben oder jede beliebige Handlung auf der Grundlage insbesondere der Übermittlung einer Abschrift eines Dokumentes durchzuführen, werden bis zum Ablauf der in § 3 erwähnten Fristen aufgehoben. Wenn die Behörde, die das Original ausgestellt hat, die Wahrhaftigkeit bescheinigt oder wenn die Drittperson den Beweis der Wahrhaftigkeit der in der Abschrift stehenden Angaben vor dem Ablauf der Frist von einem Monat, die eventuell um einen Monat verlängert wird, erbringt, laufen die der regionalen Behörden gewährten Fristen, um einen Beschluss zu fassen, ein Gutachten abzugeben oder jede beliebige Handlung auf der Grundlage insbesondere der Übermittlung einer Abschrift eines Dokumentes durchzuführen, wieder an.

**Art. 2 - § 1.** Die Verpflichtung der Aushändigung einer als dem Original gleichlautend bescheinigten Abschrift in den internen Beziehungen zwischen den öffentlichen Dienststellen der Region, den der Region untergeordneten öffentlichen Einrichtungen, den regionalen Einrichtungen öffentlichen Interesses und den regionalen Personen öffentlichen Rechts sowie dieselbe Verpflichtung, die Abschrift als gleichlautend zu bescheinigen, die die oben erwähnten Einrichtungen den lokalen Behörden auferlegen, gelten als erfüllt, wenn eine einfache Abschrift ausgehändigt wird. Falls Zweifel über die Abschrift bestehen, werden die Verwaltungen mit einander Kontakt aufnehmen, um den Beweis der Wahrhaftigkeit der in der Abschrift stehenden Angaben zu erbringen.

§ 2. In Abweichung von § 1 legt die Regierung die Liste der Dokumente fest, die Gegenstand einer als gleichlautend bescheinigten Abschrift sein können bzw. müssen. Diese Abweichung darf nur dann angewandt werden, wenn deren Vorlegen oder Vorzeigen seitens der öffentlichen Dienststellen der Region, der der Region untergeordneten öffentlichen Einrichtungen, der regionalen Einrichtungen öffentlichen Interesses und der regionalen Personen öffentlichen Rechts Rechte oder Verpflichtungen entstehen lassen kann, die Auswirkungen auf eine andere Machtebene oder internationale Auswirkungen haben, sowie in jeder anderen Lage mit außergewöhnlichem Charakter.

Vor dem Inkrafttreten des im vorigen Absatz erwähnten Erlasses der Wallonischen Regierung, kann die Forderung nach der Bescheinigung einer Abschrift als dem Original gleichlautend durch ordnungsgemäß begründeten Beschluss der regionalen Behörde aufrechterhalten bleiben.

**Art. 3 -** Innerhalb einer Frist von zwölf Monaten nach dem Inkrafttreten der vorliegenden Bestimmung kann die Regierung jegliche dekrets- bzw. verordnungsmäßige Bestimmung aufheben, die zur Aushändigung einer als gleichlautend bescheinigten Abschrift an die öffentlichen Dienststellen der Region, die der Region untergeordneten öffentlichen Einrichtungen, die regionalen Einrichtungen öffentlichen Interesses und die regionalen Personen öffentlichen Rechts verpflichtet.

Die Regierung ist von der Durchführung der Formalitäten in Bezug auf den Antrag auf ein Gutachten der verschiedenen in der Wallonischen Region eingerichteten Beratungsorgane befreit.

**Art. 4 -** Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft. Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 1. April 2004

Der Minister-Präsident,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE

Der Minister der Wirtschaft, der K.M.B., der Forschung und der neuen Technologien,  
S. KUBLA

Der Minister des Transportwesens, der Mobilität und der Energie,  
J. DARAS

Der Minister des Haushalts, des Wohnungswesens, der Ausrüstung und der öffentlichen Arbeiten,  
M. DAERDEN

Der Minister der Raumordnung, des Städtebaus und der Umwelt,  
M. FORET

Der Minister der Landwirtschaft und der ländlichen Angelegenheiten,  
J. HAPPART

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ch. MICHEL

Der Minister der sozialen Angelegenheiten und der Gesundheit,  
Th. DETIENNE

Der Minister der Beschäftigung und der Ausbildung,  
Ph. COURARD

—  
Note

*Sitzung 2003-2004.*

*Unterlagen des Rates 673 (2003-2004), Nr. 1 und 2.*

*Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 31. März 2004.*

*Diskussion. — Abstimmung.*

## VERTALING

## MINISTERIE VAN HET WAAELSE GEWEST

N. 2004 — 1260

[C — 2004/200984]

**1 APRIL 2004. — Decreet tot afschaffing van de verplichting tot het voorleggen van eensluitende afschriften van documenten (1)**

De Waalse Gewestraad heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

**Artikel 1.** § 1. De verplichting om een met het originele document voor eensluitend verklaard afschrift voor te leggen of af te geven aan de gewestelijke openbare diensten, aan de openbare inrichtingen die van het Gewest afhangen, aan de instellingen van openbaar nut en aan de publiekrechtelijke gewestelijke personen, die aan een natuurlijke persoon of een privaatrechtelijke rechtspersoon, hierna derde genoemd, wordt opgelegd, wordt voldaan door het voorleggen of het overleggen van een afschrift van het originele document.

§ 2. De gewestelijke openbare diensten, de openbare inrichtingen die van het Gewest afhangen, de instellingen van openbaar nut en de publiekrechtelijke gewestelijke personen, die een ernstige en redelijk gegronde twijfel hebben over de conformiteit met het originele document van een afschrift dat hun wordt overgemaakt door een derde overeenkomstig een decretales of reglementaire bepaling, wenden zich tot de overheid die het originele document heeft afgegeven opdat ze van de waarachtigheid van het afschrift van het originele document zou getuigen. De derde wordt geïnformeerd over het opstarten van deze procedure en van de resultaten ervan.

§ 3. Bij gebrek aan antwoord van de overheid die het originele document heeft afgegeven, binnen een termijn van een maand, eventueel verlengd met een maand wanneer de omstandigheden het vereisen en mits motivering en kennisgeving aan de derde, mogen de gewestelijke openbare diensten, de openbare inrichtingen die van het Gewest afhangen, de instellingen van openbaar nut en de publiekrechtelijke gewestelijke personen de derde aan wie de decretales of reglementaire verplichting om een afschrift van een document over te maken, is opgelegd, erom verzoeken door alle rechtsmiddelen, met inbegrip van het overleggen van het originele document, te getuigen van de waarachtigheid van de gegevens van het afschrift binnen een termijn van een maand. Op met redenen omkleed verzoek van de derde en wanneer de omstandigheden het vereisen, kan deze termijn verlengd worden met een maand.

De aan een natuurlijke of rechtspersoon gedane aanvraag om de bewijslevering inzake de conformiteit met het originele document moet met redenen omkleed zijn en wordt hem bij aangetekend schrijven met ontvangstbewijs betekend.

§ 4. De termijnen waarover de gewestelijke overheid beschikt om een beslissing te nemen, advies uit te brengen of enigerlei handeling te verrichten op grond, met name, van de overmaking van een afschrift van een document worden geschorst tot het verstrijken van de in § 3 bedoelde termijnen. Als de overheid die het originele document heeft afgegeven, van de waarachtigheid getuigt of als de derde het bewijs levert van de waarachtigheid van de gegevens van het afschrift vóór het verstrijken van de eventueel verlengde termijn van een maand, beginnen de termijnen waarover de gewestelijke overheid beschikt om een beslissing te nemen, advies uit te brengen of enigerlei handeling te verrichten op grond, met name, van de overmaking van een afschrift van een document opnieuw te lopen.

**Art. 2.** § 1. De verplichting tot het afgeven van een met het originele document voor eensluitend verklaard afschrift in de interne verhoudingen tussen de gewestelijke openbare diensten, de openbare inrichtingen die van het Gewest afhangen, de instellingen van openbaar nut en de publiekrechtelijke gewestelijke personen alsmede dezelfde verplichting tot conforme certificering opgelegd door voornoemden aan de plaatselijke besturen, worden geacht voldaan te zijn door het overleggen van een eenvoudig afschrift. In geval van twijfel over het afschrift wordt een contact opgenomen tussen de administraties om het bewijs te leveren van de waarachtigheid van de gegevens van het afschrift.

§ 2. In afwijking van § 1 bepaalt de regering de lijst van de documenten die het voorwerp kunnen of moeten maken van een eensluitend afschrift. Deze afwijking mag alleen worden toegepast wanneer het voorleggen of het overleggen van deze documenten in hoofde van de gewestelijke openbare diensten, de openbare inrichtingen die van het Gewest afhangen, de instellingen van openbaar nut en de publiekrechtelijke gewestelijke personen rechten of verplichtingen kan doen ontstaan, die gevolgen met een ander bestuursniveau of internationale gevolgen alsmede in elke andere toestand met buitengewone aard hebben.

Vóór de inwerkingtreding van het in het vorige lid bedoelde besluit van de Waalse Regering kan het verlangen van de conforme certificering van een afschrift gehandhaafd worden op met redenen omklede beslissing van de gewestelijke overheid.

**Art. 3.** Binnen een termijn van twaalf maanden na de inwerkingtreding van deze bepaling mag de Regering elke decretales of reglementaire bepaling opheffen, die het overmaken van een eensluitend afschrift aan de gewestelijke openbare diensten, de openbare inrichtingen die van het Gewest afhangen, de instellingen van openbaar nut en de publiekrechtelijke gewestelijke personen verplicht.

De Regering wordt vrijgesteld van het vervullen van de formaliteiten m.b.t. de aanvraag om advies van de verschillende overlegorganen die in het Waalse Gewest ingesteld zijn.

**Art. 4.** Dit decreet treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt. Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.  
Namen, 1 april 2004.

De Minister-President,  
J.-Cl. VAN CAUWENBERGHE  
De Minister van Economie, K.M.O.'s, Onderzoek en Nieuwe Technologieën,  
S. KUBLA  
De Minister van Vervoer, Mobiliteit en Energie,  
J. DARAS  
De Minister van Begroting, Huisvesting, Uitrusting en Openbare Werken,  
M. DAERDEN  
De Minister van Ruimtelijke Ordening, Stedenbouw en Leefmilieu,  
M. FORET  
De Minister van Landbouw en Landelijke Aangelegenheden,  
J. HAPPART  
De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,  
Ch. MICHEL  
De Minister van Sociale Aangelegenheden en Gezondheid,  
T. DETIENNE  
De Minister van Tewerkstelling en Vorming,  
Ph. COURARD

—  
Nota

(1) *Zitting 2003-2004.*  
*Stukken van de Raad 673 (2003-2004), Nrs. 1 en 2.*  
*Volledig verslag, openbare vergadering van 31 maart 2004.*  
Bespreking. — Stemming

## MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2004 — 1261

[C — 2004/200985]

**1<sup>er</sup> AVRIL 2004.** — Décret portant suppression de l'obligation de produire des copies certifiées conformes de documents relatifs à une matière dont l'exercice de la compétence a été transféré par la Communauté française à la Région wallonne en vertu de l'article 138 de la Constitution, pour les matières visées à l'article 128 de la Constitution (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. L'obligation imposée à une personne physique ou une personne morale de droit privé, ci-après appelée tiers, de présenter ou de délivrer une copie certifiée conforme à l'original d'un document aux services publics régionaux, aux établissements publics qui dépendent de la Région, aux organismes régionaux d'intérêt public et aux personnes régionales de droit public, est remplie par la présentation ou la production d'une copie du document original.

§ 2. Les services publics régionaux, les établissements publics qui dépendent de la Région, les organismes régionaux d'intérêt public et les personnes régionales de droit public qui ont un doute sérieux et raisonnablement fondé sur la conformité à l'original d'une copie d'un document qui leur est transmise par un tiers en exécution d'une disposition décrétales ou réglementaire, s'adressent à l'autorité qui a délivré l'original du document afin qu'elle atteste de l'exactitude des données figurant dans la copie de l'original. Le tiers est informé du lancement de cette procédure et de ses résultats.

§ 3. En l'absence de réponse de l'autorité qui a délivré l'original du document dans un délai d'un mois éventuellement prorogé d'un mois lorsque les circonstances l'exigent et moyennant motivation et notification au tiers, les services publics régionaux, les établissements publics qui dépendent de la Région, les organismes régionaux d'intérêt public et les personnes régionales de droit public peuvent demander au tiers à qui incombe l'obligation décrétales ou réglementaire de communiquer copie d'un document, qu'il apporte, par toute voie de droit, en ce compris la production de l'original, dans un délai d'un mois, la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie. Ce délai peut être, à la demande motivée du tiers et lorsque les circonstances l'exigent, prorogé d'un mois.

La demande d'apport de la preuve de la conformité à l'original faite à une personne physique ou une personne morale de droit privé est motivée et lui est notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception.

§ 4. Les délais impartis à l'autorité régionale pour prendre une décision, rendre un avis ou poser tout acte quelconque sur la base, notamment, de la transmission d'une copie d'un document sont suspendus jusqu'à l'expiration des délais visés au paragraphe 3. Si l'autorité qui a délivré l'original atteste de l'exactitude ou si le tiers apporte la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie avant l'expiration du délai d'un mois éventuellement prorogé, les délais impartis à l'autorité régionale pour prendre une décision, rendre un avis ou poser tout acte quelconque sur la base, notamment, de la transmission d'une copie d'un document, recommencent à courir.

**Art. 3.** § 1<sup>er</sup>. L'obligation de délivrer une copie certifiée conforme à l'original dans les relations internes entre les services publics régionaux, les établissements publics qui dépendent de la Région, les organismes régionaux d'intérêt public et les personnes régionales de droit public, ainsi que la même obligation de certification conforme imposée par les précités aux pouvoirs locaux, sont supposées remplies par la remise d'une simple copie. En cas de doute sur la copie, un contact entre administrations sera établi afin d'apporter la preuve de l'exactitude des données figurant dans la copie.